

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies. . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
                          Par porteur ou par la poste.  
                          Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
                          Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## AVIS IMPORTANT

En raison des indispensables économies de papier imposées par les circonstances, tous les abonnements au Journal Officiel souscrits par des entreprises privées et des particuliers sont en principe résiliés à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 1942. Ne pourront être maintenus que les abonnements dont les titulaires pourront justifier qu'ils sont indispensables à l'exercice de leur profession. Ces justifications devront être fournies au Commissaire de France — Cabinet — avant le 20 Août 1942.

Les abonnements ainsi résiliés seront remboursés en partie, suivant le nombre de numéros restant à fournir à la date du 1<sup>er</sup> Septembre 1942.

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

16 janvier	— Décret étendant aux requis et engagés volontaires à titre civil dans la défense passive des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et à leurs ayants-cause le bénéfice des institutions des offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation. (Arrêté de promulgation n° 386 c. du 21 juillet 1942)	490
31 janvier	— Décret allouant une indemnité de fonctions aux magistrats de l'ordre judiciaire des colonies. (Arrêté de promulgation n° 387 c. du 21 juillet 1942)	491
22 mars	— Décret modifiant le règlement d'administration publique du 1 <sup>er</sup> juillet 1930 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant.	491
14 avril	— Décret étendant au personnel des trésoreries coloniales les dispositions du décret du 21 février 1941 relatif aux droits des fonctionnaires coloniaux mobilisés. (Arrêté de promulgation n° 388 c. du 21 juillet 1942)	492

27 avril	— Arrêté ministériel relatif au fonctionnement du commissariat général aux corps gras dans les territoires d'outre-mer	492
14 mai	— Décret portant modification des articles 172, 174 et 192 du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française et au Togo. (Arrêté de promulgation n° 389 c. du 21 juillet 1942)	492
16 mai	— Décret modifiant le décret du 26 juillet 1941 réglementant la profession de journaliste et la délivrance de la carte d'identité professionnelle de journalisme dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 390 c. du 21 juillet 1942)	493
27 mai	— Décret approuvant l'arrêté n° 235 du 18 avril 1942 du Commissaire de France au Togo relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires au budget local, exercice 1941. (Arrêté de promulgation n° 391 c. du 21 juillet 1942)	494
27 mai	— Décret approuvant l'arrêté n° 203 du 7 avril 1942 du Commissaire de France au Togo relatif à l'établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo. (Arrêté de promulgation n° 391 c. du 21 juillet 1942)	494

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

13 juillet	— N° 2398 s. e./c. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, définissant le mode de publicité des prix	495
13 juillet	— N° 2416 s. e./c. 5. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière prix et stocks	495
13 juillet	— N° 2418 s. e./c. 5. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de cire et leur blocage chez les détenteurs en vue de l'exportation sur la métropole, suivi de l'arrêté n° 404 A. E. du 28 juillet 1942 le soumettant à la procédure de publication d'urgence	496
15 juillet	— N° 2433 T. P. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, organisant la répartition des bois en A. O. F. et au Togo.	496
17 juillet	— N° 2521 s. e./c. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, portant création d'un service de contrôle des prix et stocks.	498
21 juillet	— N° 553 Agro. — Décision portant interdiction de sortie de la subdivision de Klouto de certains produits	500
27 juillet	— N° 403 A. E. — Arrêté réglementant la délivrance des cartes de vêtements et d'articles textiles	500
Personnel		500
Divers		504

## PARTIE NON OFFICIELLE

## Avis et communications

Délégué général permanent du groupement de la production minérale	507
---	-----

REFERENCE au journal officiel de l'A. O. F. du 4 juillet 1942 — Pages 602 et 603

1942

16 juin	— N° 2158 A. E. — Arrêté réglementant la répartition des cuirs et peaux provenant des abattoirs de la circonscription de Dakar, du Sénégal, du Soudan et de la Haute Côte-d'Ivoire
---------	--

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## Défense passive

ARRETE N° 386 c. promulguant au Togo le décret du 16 janvier 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 16 janvier 1942 étendant aux requis et engagés volontaires à titre civil dans

la défense passive des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et à leurs ayants-cause le bénéfice des institutions des offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juillet 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 24 novembre 1937 portant organisation des offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation;

Vu le décret du 30 janvier 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 11 de la loi du 11 juillet 1938 et fixant l'organisation générale du service de la défense passive;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'organisation de la défense contre le danger aérien dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministère des colonies, et notamment l'article 11 dudit décret qui fait application aux requis appartenant aux formations de la défense passive aux colonies et à leurs ayants-cause en ce qui concerne les droits à pension pour maladie, blessure ou décès survenus en service; des dispositions du décret du 30 janvier 1939 précité;

Vu le décret-loi du 19 octobre 1939 autorisant l'office national et les offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation à accorder des secours aux veuves, orphelins et ascendants des militaires morts pour la France avant qu'il n'ait été statué sur leur droit à pension, rendu applicable aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies par décret du 23 décembre 1939;

Vu la loi du 18 août 1941 étendant aux requis et engagés volontaires à titre civil dans la défense passive, pensionnés au titre du décret du 30 janvier 1939 et à leurs ayants-cause pensionnés au titre du même texte, le bénéfice des institutions de l'office national et des offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation;

Vu la loi du 18 août 1941 étendant aux veuves, orphelins mineurs et ascendants des requis et engagés volontaires à titre civil dans la défense passive morts pour la France le bénéfice du décret du 19 octobre 1939 concernant les ayants-cause en instance de pension de militaires morts pour la France;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice des institutions des offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation est étendu aux requis et engagés volontaires à titre civil dans les formations de la défense passive des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies pensionnés au titre du décret du 30 janvier 1939 ainsi qu'à leurs ayants cause au titre du même décret.

ART. 2. — Jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leurs droits à pension, les veuves, orphelins mineurs et les ascendants des requis et engagés volontaires à titre civil dans les formations de la défense passive des mêmes territoires, morts pour la France, peuvent recevoir des offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation du secours sur la simple production de l'avis officiel du décès.

ART. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 16 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Pierre PUCHEU.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Magistrature coloniale

ARRETE N° 387 c. promulguant au Togo le décret du 31 janvier 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 31 janvier 1942 allouant une indemnité de fonctions aux magistrats de l'ordre judiciaire des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juillet 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1941 allouant une indemnité de fonctions aux membres du conseil d'Etat et aux magistrats de l'ordre judiciaire;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, les magistrats de l'ordre judiciaire des colonies pourront recevoir une indemnité forfaitaire de fonctions fixée dans la limite des taux maxima annuels ci-après :

6.000 francs pour les attachés de parquet, pour les magistrats des 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> degrés de l'Indochine, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> degrés des colonies autres et pour les juges de paix de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe.

8.000 francs pour les magistrats des 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> degrés de l'Indochine, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> degrés des colonies autres et pour les juges de paix de 1<sup>re</sup> classe.

10.000 francs pour les magistrats des 6<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> degrés de l'Indochine et 9<sup>e</sup> degré des colonies autres.

12.000 francs pour les magistrats du 5<sup>e</sup> degré de l'Indochine, 6<sup>e</sup> degré des colonies autres et pour le juge de paix de Saïgon.

15.000 francs pour les magistrats des 4<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> degrés de l'Indochine et des 5<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> degrés des colonies autres.

18.000 francs pour les magistrats du 1<sup>er</sup> degré de l'Indochine et des colonies autres.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Vichy, le 31 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,*  
*secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,*

Général BERGERET.

*Le garde des sceaux,*  
*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

#### Carte du combattant

DECRET du 22 mars 1942 modifiant le règlement d'administration publique du 1<sup>er</sup> juillet 1930 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 101 de la loi de finances du 19 septembre 1926;

Vu le décret portant règlement d'administration publique du 1<sup>er</sup> juillet 1930;

Vu l'arrêté interministériel du 15 février 1941;

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Le conseil d'Etat entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1930 (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 4) est modifié comme suit :

« 2. Aux Alsaciens et aux Lorrains qui n'ont pas servi dans l'armée française, par le préfet du Bas-Rhin, en application de l'arrêté interministériel du 15 février 1941, si les intéressés étaient domiciliés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1939, sinon par le préfet du département où ils ont leur résidence. L'instruction des demandes de l'espèce a lieu par les soins des services de l'office départemental des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation qualifié, à savoir celui du Bas-Rhin dans le premier cas et, dans le second, celui de la résidence ».

ART. 2. — Le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, le ministre secrétaire

d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 22 mars 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
ministre vice-président du conseil,  
ministre de la défense nationale,*

Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Pierre PUCHEU.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Trésoreries coloniales

ARRETE N° 388 c. promulguant au Togo le décret du 14 avril 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 21 février 1941 relatif aux droits des fonctionnaires coloniaux mobilisés, promulgué au Togo le 18 avril 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 14 avril 1942 étendant au personnel des trésoreries coloniales les dispositions du décret du 21 février 1941 relatif aux droits des fonctionnaires mobilisés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juillet 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation des cadres du personnel des trésoreries coloniales, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 21 février 1941 relatif aux droits des fonctionnaires coloniaux mobilisés;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 21 février 1941 relatif aux droits des fonctionnaires coloniaux mobilisés sont rendues applicables au personnel des trésoreries coloniales.

ART. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 14 avril 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

#### Commissariat général aux corps gras

ARRETE ministériel du 27 avril 1942 relatif au fonctionnement du commissariat général aux corps gras dans les territoires d'outre-mer.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX FINANCES,

Vu la loi du 20 février 1942 portant création d'un commissariat général aux corps gras;

Vu l'arrêté du 20 février 1942 relatif au personnel du commissariat général aux corps gras;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'organisation du commissariat général aux corps gras, en dehors de la métropole, le commissaire général est autorisé à recruter des collaborateurs et des agents d'exécution dans la limite d'une dépense mensuelle de 80.000 frs. et d'une rémunération moyenne de 4.500 francs.

ART. 2. — Dans les limites du crédit ci-dessus, il peut faire appel à la collaboration de fonctionnaires en activité de service. Ceux-ci recevront seulement une indemnité de fonction qui ne pourra dépasser 1.500 frs. par mois.

En outre, des fonctionnaires en activité de service peuvent être placés en service détaché auprès du commissaire général aux corps gras.

Fait à Vichy, le 27 avril 1942.

Pierre CATHALA.

#### Code d'instruction criminelle

ARRETE N° 389 c. promulguant au Togo le décret du 14 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 portant modification du code d'instruction criminelle en A. O. F., promulgué au Togo le 18 juin 1934;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 14 mai 1942 portant

modification des articles 172, 174 et 192 du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française et au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juillet 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 14 février 1838 portant application au Sénégal du code d'instruction criminelle et les lois et décrets qui l'ont modifiée;

Vu le décret du 22 mai 1924 sur la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 2 septembre 1933 portant modification du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 susvisé;

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 172 et 174 du code d'instruction criminelle, tel qu'il est actuellement applicable en Afrique occidentale française et au Togo, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 172. — Les jugements rendus en matière de police par les juges de paix à compétence limitée peuvent être attaqués par la voie de l'appel lorsqu'ils prononcent un emprisonnement ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèdent la somme de 50 francs, outre les dépens.

« Les jugements rendus en cette matière, en premier ressort par les tribunaux de première instance et les justices de paix à compétence étendue ne peuvent être attaqués par la voie de l'appel que s'ils prononcent cinq jours d'emprisonnement au moins, ou si les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèdent la somme de 1.200 francs, outre les dépens.

« Toutefois, la faculté d'appeler appartient au procureur de la République près les tribunaux de première instance et au procureur général près la cour qui doit prononcer sur l'appel quelle que soit la condamnation prononcée.

« Le procureur de la République et le procureur général peuvent également attaquer par la voie de l'appel toute ordonnance d'arbitrage acceptée par le contrevenant.

« Dans les affaires forestières poursuivies à la requête des agents de l'administration, l'appel est toujours possible, de la part de toutes les parties, quelles que soient la nature et l'importance des condamnations ».

« Art. 174. — L'appel des jugements rendus par les tribunaux de simple police est interjeté, soit dans les formes ordinaires de la procédure en matière civile, soit par déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, dans les dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé et, si le jugement est par défaut, dans les dix jours au plus tard de la signification de la sentence à personne ou à domicile.

« L'appel du procureur de la République contre les ordonnances d'arbitrage acceptées doit être interjeté dans les dix jours du retour au parquet de la juridiction qui a statué, du procès-verbal constatant l'acceptation de la décision arbitrale. Néanmoins, en cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-dessus, les autres parties ont un délai supplémentaire de cinq

jours pour interjeter appel. Pendant ces délais et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement.

« Le procureur général près la cour d'appel doit, sous peine de déchéance, notifier son recours, soit au prévenu, soit à la personne civilement responsable de l'infraction, dans les deux mois à compter du jour de la prononciation du jugement, ou de l'acceptation de l'ordonnance d'arbitrage ou, si le jugement lui a été également signifié par l'une des parties, dans le mois du jour de cette notification.

« Le délai ci-dessus imparti au procureur général est porté à trois mois pour les jugements et ordonnances d'arbitrage rendus en dehors du Sénégal.

« En ce qui concerne les jugements et ordonnances d'arbitrage acceptées, rendus par les juges de paix à compétence étendue, le procureur de la République fait sa déclaration d'appel au greffe de son tribunal, qui en transmet expédition sans délai au greffe de la juridiction qui a statué. En ce qui concerne les délais d'appel, ils sont portés à un mois pour le procureur de la République vis-à-vis des jugements et ordonnances d'arbitrage acceptées, rendus par les juges de paix à compétence étendue.

« L'appel sera porté devant le tribunal de première instance ou la justice de paix à compétence étendue si le jugement entrepris émane d'un juge de paix à compétence limitée; il sera porté devant la cour d'appel si la décision a été rendue par un tribunal de première instance ou une justice de paix à compétence étendue ».

ART. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 192 du code d'instruction criminelle, tel qu'il est actuellement applicable en Afrique occidentale française et au Togo, est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans ce cas, son jugement ne pourra être attaqué par la voie de l'appel que dans les conditions prévues par l'article 172 ».

ART. 3. — Le garde des sceaux ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Fait à Vichy, le 14 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

BREVIE

Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Joseph BARTHÉLEMY.

#### Journal

ARRETE N° 390 c. promulguant au Togo le décret du 16 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 26 juillet 1941 réglementant la profession de journaliste et la délivrance de la carte d'identité professionnelle de journalisme dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, promulgué au Togo le 6 octobre 1941;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 16 mai 1942 modifiant le décret du 26 juillet 1941 réglementant la profession de journaliste et la délivrance de la carte d'identité professionnelle de journalisme dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juillet 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 26 juillet 1941 réglementant la profession de journaliste et la délivrance de la carte d'identité professionnelle de journalisme dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 et l'article 12 (paragraphe 2) du décret susvisé du 26 juillet 1941 sont complétés comme suit :

« A défaut de directeurs de journaux ou de journalistes remplissant les conditions de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, le représentant de chacune de ces catégories est remplacé par un membre désigné par le gouverneur général ou le gouverneur et choisi de préférence parmi les personnes versées dans l'activité journalistique ».

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *journaux officiels* des colonies intéressées et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 16 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

BRÉVIÉ

Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Joseph BARTHÉLEMY.

Ouverture de crédits supplémentaires —  
Droits d'enregistrement et de timbre

ARRETE N° 391 c. promulguant au Togo deux décrets du 27 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo, les décrets du 27 mai 1942 approuvant :

1° — l'arrêté n° 235 du 18 avril 1942 du Commissaire de France au Togo relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires au budget local, exercice 1941;

2° — l'arrêté n° 203 du 7 avril 1942 du Commissaire de France au Togo relatif à l'établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juillet 1942.

P. SALICETI.

DECRET du 27 mai 1942 approuvant l'ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1941).

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, modifié par le décret du 21 mars 1925, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 28 juin 1941 approuvant le budget local du Togo (exercice 1941);

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 235 pris par le Commissaire de France au Togo en conseil d'administration le 18 avril 1942 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1941).

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 27 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

BRÉVIÉ.

(Voir arrêté n° 235 du 18 avril 1942 au J. O. Togo du 1<sup>er</sup> mai 1942 — Page 342).

DECRET du 27 mai 1942 portant approbation d'un arrêté du Commissaire de France au Togo relatif à l'établissement de l'enregistrement et du timbre dans ce territoire.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de France au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 74;

Vu l'arrêté local n° 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu le décret du 14 mai 1942 portant approbation des arrêtés des 4 février et 18 février 1942 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, relatifs à l'enregistrement et au timbre dans les colonies de l'Afrique occidentale française;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 203 du 7 avril 1942 du Commissaire de France au Togo complétant l'arrêté n° 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 27 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le gouverneur général,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*

BRÉVIÉ.

(Voir arrêté n° 203 du 7 avril 1942 au *J. O. Togo* du 16 juin 1942 — Page 417).

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## Publicité des prix

ARRETE N° 2398 S. E./C. définissant le mode de publicité des prix.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant la réglementation des prix;

ARRETE :

## CHAPITRE PREMIER

DE LA PUBLICATION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX PRIX

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés des gouverneurs et chefs de territoires prévus à l'article 2 de la loi du 14 mars 1942 sont publiés au *Journal officiel* de la colonie ou du territoire, dans les conditions prévues par les textes en vigueur, notamment en ce qui concerne la procédure d'urgence.

## CHAPITRE II

DE L'AFFICHAGE ET ÉTIQUETAGE DES PRIX

ART. 2. — Dans les établissements de vente au détail, le prix des marchandises et denrées de toute nature doit être indiqué de façon très lisible, avec la dénomination exacte et conforme aux usages commerciaux, soit sur l'objet ou sur son emballage ou récipient, soit sur une pancarte afférente à un même lot d'objets identiques, en monnaie française et par unité d'objet, de poids ou de contenance.

ART. 3. — En ce qui concerne les denrées alimentaires et les boissons, les indications prévues à l'article précédent doivent être répétées sur une affiche apparente apposée à l'extérieur ou à l'intérieur du magasin et énumérant les produits dans l'ordre alphabétique.

ART. 4. — Dans les halles, foires et marchés ainsi que sur les étalages des marchands ambulants où l'indication du prix sur la marchandise ou sur un même lot de marchandises identiques peut présenter des difficultés, une affiche générale très apparente contenant les indications prévues aux articles 2 et 3 est suffisante pour l'application du présent arrêté.

ART. 5. — Les hôteliers, restaurateurs, cafetiers, ainsi que les directeurs ou gérants de tous établissements servant des denrées ou boissons alimentaires sont tenus d'afficher à l'extérieur de leur établissement et dans les locaux affectés au public le prix des repas, portions, pensions avec ou sans logement, et consommations.

## CHAPITRE III

DU RELEVÉ DES PRIX

ART. 6. — Les commerçants en gros, les commerçants en demi-gros et les commerçants détaillants doivent établir un relevé général des prix effectivement pratiqués par eux concernant les produits, marchandises ou denrées vendus dans leur établissement.

Ce relevé, signé et certifié exact par les commerçants et tenu à jour, est établi pour les principaux articles à raison d'un article par ligne sans aucun intervalle. Il est dressé sur un registre, cahier ou carnet dont les pages sont numérotées et ne doivent comporter aucune rature. Il est tenu à la disposition des agents du contrôle des prix et stocks.

ART. 7. — Les tarifs, prix courants ou catalogues mentionnant les prix sont admis comme constituant le relevé prescrit, sous réserve toutefois qu'ils remplissent les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article précédent.

## CHAPITRE IV

DES MENTIONS DES FACTURES

ART. 8. — Les factures d'achat doivent mentionner d'une façon distincte, le numéro, la date et l'origine de la décision qui autorise la dernière majoration de prix pratiquée ou qui fixe le prix ou prix-limite du produit considéré.

Le montant du prix fixé ou de la majoration autorisée doit également figurer sur les factures.

La délivrance d'une facture est obligatoire pour toute vente en gros ou en demi-gros. Elle est également obligatoire pour toute vente au détail sur la demande de l'acheteur, sauf pour les achats opérés sur les halles, foires et marchés ou auprès des marchands ambulants.

ART. 9. — Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et le commissaire de France au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 13 juillet 1942.

P. BOISSON.

## Régime des prix

ARRETE N° 2416 S. E./C. 5 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière prix et stocks.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté général n° 2884 D. N. du 15 septembre 1939 complété par l'arrêté n° 1305 S. E. du 19 juin 1940 donnant aux gouverneurs des colonies du groupe délégation de certains pouvoirs figurant à l'article 10 du décret du 2 mai 1939;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les délégations de pouvoirs données aux gouverneurs des colonies de



L'Afrique occidentale française et au gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances par les arrêtés généraux n° 2884 d. N. du 15 septembre 1939 et n° 1305 s. E. du 19 juin 1940 en ce qui concerne l'utilisation, la détention, la mise en vente de certaines ressources, la circulation et le rationnement des matières, objets, produits et denrées de toutes natures et de toutes provenances, leur taxation. Sont expressément maintenues en vigueur les dispositions de ces arrêtés concernant la déclaration obligatoire des stocks détenus par les possesseurs, producteurs, détenteurs, dépositaires, etc.

ART. 2. — Les délégations autorisées par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 14 mars 1942 sont données aux gouverneurs des colonies de l'Afrique occidentale française, au commissaire de France au Togo et au gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances en ce qui concerne la circulation, la détention, l'utilisation, la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires.

ART. 3. — Conformément aux dispositions de la loi susvisée, le texte des arrêtés relatifs aux mesures prises sera immédiatement adressé en double exemplaire au gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 13 juillet 1942.

P. BOISSON.

#### Cire

*ARRETE N° 2418 s. E./c. 5 prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de cire et leur blocage chez les détenteurs en vue de l'exportation sur la métropole.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre dans les territoires du Haut-Commissariat complété par celui du 12 juillet 1939;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dès la publication du présent arrêté la déclaration des stocks de cire est rendue obligatoire.

La déclaration est adressée au gouverneur ou chef du Territoire par l'intermédiaire du commandant de cercle. Elle sera par la suite fournie le premier de chaque mois.

ART. 2. — A compter de la publication du présent arrêté les stocks de cire sont bloqués chez les détenteurs. Ils seront obligatoirement exportés sur la métropole dans un délai de deux mois par l'intermédiaire d'une maison exportatrice, sauf cas de force majeure dûment justifié.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939, complété le 12 juillet 1939 des peines prévues par l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ART. 4. — Les gouverneurs des colonies, et les chefs des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 13 juillet 1942.

P. BOISSON.

*ARRETE N° 404/A. E. soumettant à la procédure de publication d'urgence l'arrêté général n° 2418 s. E./c. 5 en date du 13 juillet 1942.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 2418 s. E./c. 5 en date du 13 juillet 1942 prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de cire et leur blocage chez les détenteurs en vue de l'exportation sur la métropole;

#### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté général n° 2418 s. E./c. 5 en date du 13 juillet 1942 susvisé est rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 28 juillet 1942.

P. SALICETI.

#### Bois

*ARRETE N° 2433 T. P. organisant la répartition des bois en A. O. F. et au Togo.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942 promulguée en A. O. F. par arrêté du 11 mai 1942;

#### ARRETE :

#### TITRE PREMIER

##### BOIS SCIÉS

ARTICLE PREMIER. — *Répartiteurs.* — A l'échelon fédéral, la répartition, en A. O. F. et au Togo, des bois sciés d'origine locale, sera assurée sous l'autorité du Haut-Commissaire, par l'inspecteur général des travaux publics à Dakar (Service fédéral de la production industrielle).

Dans chaque territoire dépendant du Haut-Commissariat de l'Afrique française, la répartition des bois sciés sera assurée, à l'échelon local, sous l'autorité du chef de ce territoire, par le chef du service des travaux publics (Section locale de la production industrielle).

Les attributions respectives des répartiteurs sont définies dans les articles ci-après.

ART. 2. — *Recensement.* — Le répartiteur local devra tout d'abord en liaison avec le chef du service local des forêts recenser les scieries de son territoire, en évaluer la production mensuelle, et les besoins en grumes (pour leur approvisionnement) et en bûches-matières (pour leur fonctionnement, leur remise en



marche éventuelle, leur amélioration, leur perfectionnement et d'une façon générale l'accroissement de leur production).

Il en rendra compte au répartiteur fédéral et signalera par la suite toutes modifications survenues à ce sujet.

Une ampliation de ces documents sera adressée à l'inspection générale des forêts.

ART. 3. — *Contingents*. — Avant la fin de chaque trimestre calendaire, le répartiteur fédéral fixera, pour le trimestre suivant et en mètres cubes de bois sciés :

1<sup>o</sup> — Pour chacun des territoires dont la production est excédentaire, la part de la production de ces territoires dont les répartiteurs locaux ne pourront disposer. L'ensemble de ces parts constituera le *contingent général*.

2<sup>o</sup> — Pour chacun des territoires dont la production est déficitaire, le crédit-matière dont ils pourront disposer pendant le trimestre, à valoir sur le contingent général.

3<sup>o</sup> — La part du contingent général, dont le répartiteur fédéral se réserve le soin d'effectuer lui-même la distribution.

La production de chaque territoire déduction faite pour les territoires excédentaires de la part à verser au contingent général, constituera le *contingent local*.

Le répartiteur fédéral fera connaître les modalités de cette répartition à l'inspection générale des forêts.

ART. 4. — *Licences d'achat*. — Les utilisateurs ou intermédiaires désirant obtenir une part de ces contingents, en feront la demande au répartiteur local du territoire sur lequel ils comptent utiliser ou mettre en vente les bois sciés. La nature des débits devra être précisée sur la demande.

Toutefois les grands services militaires (Direction d'artillerie, travaux maritimes...), les grands services publics (Dakar-Niger...) et certaines grandes entreprises privées, spécialement autorisées par le répartiteur fédéral à opérer ainsi, adresseront directement leurs demandes au répartiteur fédéral.

L'inscription au contingent, comportera la délivrance à l'utilisateur d'une *licence d'achat*, visée par le répartiteur pour partie ou totalité de la demande.

Pour le contingent local, c'est au répartiteur local des bois qu'il appartiendra de délivrer et de viser la licence d'achat; ce sera alors une *licence locale* permettant l'achat du bois scié dans le seul territoire d'émission.

Pour le contingent général, il est délivré une *licence générale*, permettant l'achat du bois scié sur un territoire déterminé de la fédération, précisé sur la licence et généralement différent de celui d'émission. Cette licence générale est délivrée :

Soit par le répartiteur fédéral, sur la part du contingent général qu'il s'est réservé;

Soit par un répartiteur local, sur la part du contingent général, mise à sa disposition par le répartiteur fédéral.

Toute licence générale pour être valable doit être visée, non seulement par le répartiteur qui l'aura délivrée mais aussi par le répartiteur local du territoire où le bois est scié. Ce dernier visa est effectué à titre de contrôle. Il ne peut être refusé, sauf si le territoire émetteur dépasse les crédits-matières à lui notifiés en vertu de l'article 3 ci-dessus.

Les licences d'achat seront valables pour un trimestre déterminé et le trimestre suivant; au-delà de cette date, le renouvellement pour une nouvelle période de 3 mois pourra être accordé par l'autorité ayant visé la licence.

Les licences d'achat générales et locales seront d'un modèle fixé par le répartiteur fédéral; elles seront délivrées au bénéficiaire, en double exemplaire.

ART. 5. — *Réalisation des commandes*. — Les bénéficiaires de licences pourront passer immédiatement commande à une scierie de leur choix, pourvu que cette scierie soit située sur le territoire indiqué sur la licence, et que la quantité de bois commandée ne dépasse pas celle autorisée.

La scierie est tenue d'exécuter les commandes autorisées dans l'ordre dans lequel elle les reçoit, sauf pour certaines commandes spéciales (voir article 6 ci-après) qui devront être exécutées par priorité dès leur réception, après toutefois que la commande en cours de sciage aura été complètement réalisée.

Chaque scierie ouvrira un registre où seront inscrites, avec le numéro d'ordre correspondant à leur arrivée, toutes les commandes.

La scierie inscrira ce numéro sur les deux exemplaires de la licence, en remettra un à l'acheteur et conservera l'autre dans ses archives, pour être présenté à tout contrôle de l'administration.

L'exemplaire remis à l'acheteur, suivra les bois à titre de permis de circulation, jusqu'à leur lieu d'utilisation. Tout lot de bois non accompagné de cette pièce justificative, sera considéré comme acheté en fraude et saisi.

Après achèvement des commandes autorisées, chaque scierie pourra entreprendre librement l'exécution de toute autre commande, à condition de l'interrompre dès l'arrivée d'une commande munie d'une licence d'achat.

ART. 6. — *Priorités*. — Le répartiteur fédéral pourra dans certains cas d'urgence dont il sera seul juge, affecter les licences générales d'un visa spécial de priorité. Les commandes correspondantes devront alors être exécutées par les scieries, avant celles munies de la licence d'achat ordinaire, dans les conditions prévues à l'article précédent.

ART. 7. — *Contrôle*. — Le chef du service local des forêts est chargé du contrôle des scieries de son territoire. A cet effet chaque scierie devra lui indiquer avant le 10 de chaque mois :

Sa production au cours du mois précédent, par catégorie de sciage;

Le montant détaillé des commandes satisfaites avec à l'appui, les licences d'achat remises par les acheteurs;

Le montant des commandes en cours d'exécution ou restant à exécuter.

Ce document sera transmis après visa du chef du service forestier au répartiteur local des bois.

Les scieries devront en outre se prêter, dans les conditions fixées par la loi du 14 mars 1942, à tout contrôle de fabrication par les agents du service forestier, les répartiteurs ou leurs délégués.

Trimestriellement un état récapitulatif de l'activité des scieries (commandes exécutées par scieries et par catégorie), sera envoyé par les répartiteurs locaux, ou répartiteur fédéral.

Copie de ces documents sera adressée à l'inspection générale des forêts.

## TITRE II

### BOIS EN GRUMES

ART. 8. — *Ravitaillement en grumes*. — En principe, il appartient à chaque scierie d'assurer son approvisionnement en grumes.

En cas de difficultés, les scieries devront en saisir le chef du service local des forêts, à qui il appar-

tiendra d'étudier et de proposer à l'autorité compétente, toutes mesures propres à y parer.

Ces mesures pourront comporter comme sanction le retour pur et simple au domaine des chantiers dont les titulaires auront refusé de livrer des bois en grumes aux scieries.

S'il s'agit d'un territoire ne pouvant assurer seul son approvisionnement en grumes, le chef du service forestier local saisira de ses besoins l'inspecteur général des forêts, agissant en qualité de répartiteur fédéral, lequel proposera au haut-commissaire les mesures à prendre pour assurer le ravitaillement des scieries de ce territoire par des grumes provenant d'autres colonies.

Les grumes des territoires excédentaires du groupe seront réparties entre les territoires déficitaires par l'inspecteur général des forêts agissant en qualité de répartiteur fédéral. En conséquence toutes les commandes de grumes d'un territoire du groupe à un autre, devront lui être soumises pour visa. Le répartiteur fédéral pourra n'autoriser l'exécution que d'une partie de la commande, ou fixer l'échelonnement des livraisons. Il pourra également, à l'arrivée des grumes à destination, en effectuer une répartition nouvelle entre les scieries locales, ou déléguer ses pouvoirs à ce sujet.

L'inspecteur général des forêts avisera les répartiteurs des bois sciés, et notamment le répartiteur fédéral, de toutes les variations de la production des scieries, à attendre des mesures de répartition des grumes prises par ses soins.

ART. 9. — *Exportation.* — Une fois assuré l'approvisionnement en grumes de toutes les scieries de la fédération, le surplus de la production des grumes pourra aller à l'exportation. A cet effet, l'inspecteur général des forêts fera connaître à l'inspecteur général des T. P. avant la fin de chaque trimestre calendaire les quantités disponibles excédentaires. L'autorisation d'exporter sera donnée dans les règles habituelles, après accord du répartiteur fédéral des bois en grumes.

Les gouverneurs des colonies prendront les dispositions nécessaires réglementaires pour assurer entre les producteurs une répartition équitable des quantités susceptibles d'être exportées. Pour l'établissement de cette répartition entreront en ligne de compte les quantités exportées en temps normal par les producteurs et les quantités livrées pour l'approvisionnement des scieries.

### TITRE III

#### MESURES DIVERSES

ART. 10. — *Sanctions.* — Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront passibles des sanctions prévues par la loi du 44 mars 1942. Les transactions prévues à l'article 13 de cette loi ne pourront être inférieures à trois fois la valeur du bois débité ou exporté en contravention avec les prescriptions du présent arrêté.

ART. 11. — Le présent arrêté entrera en vigueur dès le 1<sup>er</sup> septembre 1942.

ART. 12. — Toutes dispositions antérieures, locales ou fédérales sont annulées en ce qu'elles ont de contraire aux présentes prescriptions.

Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 15 juillet 1942.

P. BOISSON.

#### Organisation administrative

##### Contrôle des prix et stocks

ARRETE N° 2521 S. E./C. portant création d'un service du contrôle des prix et stocks.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'article 10 du code d'instruction criminelle, modifié par le décret du 21 mai 1898;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le Haut-Commissariat de l'Afrique française un service du contrôle des prix et stocks, placé sous l'autorité directe du gouverneur général, haut-commissaire.

#### I. — ORGANISATION DU SERVICE DU CONTRÔLE DES PRIX ET STOCKS

ART. 2. — Le service du contrôle des prix et stocks comprend :

Un organisme central dont le siège est à Dakar;

Des organismes locaux dans chaque colonie ou territoire du Haut-Commissariat de l'Afrique française.

ART. 3. — L'organisme central du contrôle des prix et stocks prend le titre de « service central du contrôle des prix et stocks du Haut-Commissariat de l'Afrique française ». Il est composé :

Du directeur du service central du contrôle des prix et stocks assisté d'un adjoint;

De bureaux spécialisés placés sous l'autorité directe du directeur du service central du contrôle des prix et stocks;

D'éléments mobiles pris dans les différents services ou spécialement commissionnés qui sont chargés par ordre de mission du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française, de procéder en un point quelconque de la fédération au contrôle des prix et stocks. L'envoi et le but de la mission sont notifiés au gouverneur intéressé.

Le directeur et son adjoint sont désignés par décision du gouverneur général, haut-commissaire.

Le personnel des bureaux spécialisés et les éléments mobiles sont mis à la disposition du directeur par décision du gouverneur général, haut-commissaire.

L'organisation et les attributions des bureaux spécialisés sont fixées par ordres de service du directeur du service central soumis à l'approbation du gouverneur général, haut-commissaire.

ART. 4. — Les organismes locaux du contrôle des prix et stocks prennent respectivement le titre de « service local du contrôle des prix et stocks de la colonie ou du territoire ».

Les organismes locaux comprennent :

a) *Un élément fixe* dont le siège est au chef-lieu de la colonie ou du territoire.

Cet élément fixe est composé du chef du service local du contrôle des prix et stocks assisté des fonctionnaires et agents nécessaires pour assurer la marche normale du service.

Le chef du service local des prix et stocks est nommé par décision du gouverneur ou du chef du territoire, sur l'avis du directeur du service central du contrôle des prix et stocks.

Le personnel des bureaux est mis à la disposition du chef du service local par décision du gouverneur ou chef de territoire ;

b) *Un élément décentralisé et mobile* composé par les contrôleurs des prix et stocks.

Les contrôleurs des prix et stocks relèvent de l'autorité du chef du service local des prix et stocks. Ils sont nommés par décision du gouverneur ou du chef de territoire.

ART. 5. — En ce qui concerne la circonscription de Dakar et dépendances, le directeur du service central du contrôle des prix et stocks remplit cumulativement avec ses fonctions, celles du chef du service local des prix et stocks du territoire.

ART. 6. — Les fonctionnaires et agents du service local du contrôle des prix et stocks peuvent être choisis par le gouverneur ou chef du territoire parmi le personnel des cadres généraux et communs supérieurs d'administration générale, les fonctionnaires et agents des douanes, des contributions directes, de la répression des fraudes, du service des poids et mesures et des services techniques suivants : travaux publics et mines, agriculture, vétérinaires.

Des agents auxiliaires pourront également être recrutés par contrat ou sur décision.

ART. 7. — Le personnel est détaché, s'il y a lieu, du cadre auquel il appartient et mis à la disposition permanente du chef du service local du contrôle des prix et stocks.

La durée de ce détachement ne pourra être inférieure à six mois et sera renouvelable.

Dans cette position, le personnel conservera tous ses droits à l'avancement, à la solde et à ses accessoires et autres avantages de son cadre.

ART. 8. — La recherche et la constatation des infractions ainsi que la conduite des enquêtes peuvent être assurées en dehors des agents appartenant ou détachés au service du contrôle des prix et stocks dans les conditions fixées par les articles 3, 4 et 6, par :

a) Les officiers de police judiciaire et les agents de la force publique ;

b) Les fonctionnaires et agents des douanes, des contributions directes, de la répression des fraudes, du service des poids et mesures ;

c) Les officiers et fonctionnaires préposés au ravitaillement et aux échanges commerciaux ;

d) Les fonctionnaires spécialement désignés à cet effet.

Les fonctionnaires, officiers et agents énumérés aux paragraphes b, c et d, ci-dessus doivent être com-

missionnés soit par le directeur du service central des prix et stocks soit par les chefs des services locaux du contrôle des prix et stocks.

ART. 9. — Les dépenses des services locaux sont à la charge des territoires intéressés. Celles du service central seront réparties entre la circonscription de Dakar et le gouvernement général.

## TITRE II

### ATTRIBUTIONS DU SERVICE

ART. 10. — Le service du contrôle des prix et stocks a pour mission de faire observer aux différents stades de la répartition, les réglementations en vigueur sur les prix et les stocks dans le Haut-Commissariat de l'Afrique française.

Il assume par ses représentants et dans les conditions spécifiées ci-après, les missions définies par les articles 7 et 8 de la loi du 14 mars 1942 :

ART. 11. — Le directeur du service central du contrôle des prix et stocks centralise les résultats des opérations de contrôle effectuées dans les colonies ou territoires, assure la liaison entre les divers services locaux et coordonne leur action.

Il prépare et soumet à la signature du gouverneur général, haut-commissaire les textes généraux, les directives et instructions adressées aux services locaux.

ART. 12. — Le chef du service local du contrôle des prix et stocks dirige les opérations du service dans la colonie ou le territoire, coordonne le travail des contrôleurs, leur donne les directives générales nécessaires, centralise les résultats et les soumet au gouverneur ou chef de territoire pour être statué conformément aux articles 10 et suivants de la loi du 14 mars 1942. Il prépare les décisions du gouverneur ou chef de territoire. Il contrôle l'exécution des transactions.

Il assure la liaison avec la commission des prix, et fait préparer les rapports qui seront soumis à cet organisme sur toutes les affaires de sa compétence.

ART. 13. — Le directeur du service central, les chefs des services locaux, le personnel fixe et mobile du service central, le personnel fixe et mobile des services locaux, les contrôleurs des prix et stocks spécialement commissionnés dans les conditions de l'article 8, sont habilités au sens prévu par les articles 4, 7 et 8 de la loi du 14 mars 1942 pour rechercher, constater et enquêter sur les infractions.

Préalablement à leur prise de service les fonctionnaires et agents énumérés au premier alinéa du présent article devront prêter serment devant le tribunal de première instance ou la justice de paix à compétence étendue de leur ressort.

Une commission d'emploi leur sera délivrée.

Tous les agents du service du contrôle des prix et stocks y compris ceux visés à l'article 8, sont tenus au secret professionnel sous peine des sanctions prévues à l'article 378 du code pénal.

ART. 14. — Le directeur du service central du contrôle des prix et stocks et les chefs de services locaux correspondent entre eux sous le couvert des gouverneurs ou chefs de territoire. En cas d'urgence ils peuvent correspondre directement à charge d'en rendre compte immédiatement aux gouverneurs ou chefs de territoire intéressés.

Les chefs de service locaux et les contrôleurs correspondent directement entre eux.

Tous ces fonctionnaires et agents jouissent de la franchise postale et télégraphique.

ART. 15. — Les gouverneurs des colonies, le commissaire de France au Togo et l'administrateur de la circonscription de Dakar sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 17 juillet 1942.

P. BOISSON.

#### Interdiction de sortie

*DECISION N° 553 Agro. portant interdiction de sortie de la subdivision de Klouto de certains produits.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite provisoirement la sortie des produits suivants de la subdivision de Klouto sur les autres cercles ou subdivisions du Territoire :

1° — Igname, maïs et farine de maïs, taro, bananes fraîches, manioc et farine de manioc, riz, haricot;

2° — Huile de palme par toutes personnes autres que les exportateurs ainsi que le savon fabriqué avec cette matière grasse ou avec celle des palmistes;

3° — Nattes de fabrication locale.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juillet 1942.

P. SALICETI.

#### Cartes de vêtements et d'articles textiles

*ARRETE N° 403 A. E. réglementant la délivrance des cartes de vêtements et d'articles textiles.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 fixant les conditions d'application de la loi du 11 juillet 1938;

Vu l'arrêté n° 269 s. E. C. du 22 janvier 1942 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique, ensemble l'arrêté n° 1986 s. E. C. le modifiant;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les cartes de vêtements et d'articles textiles destinées à l'achat des marchandises rationnées seront délivrées par les soins des commandants de cercle, administrateur-maire, ou chefs de subdivision aux seules catégories de personnes énumérées ci-après, après enquête et justification de leur identité :

1° — aux européens et assimilés;

2° — aux indigènes citoyens français;

3° — aux membres indigènes du conseil d'administration;

4° — aux conseillers notables indigènes;

5° — aux membres indigènes de la commission municipale de Lomé et des communes indigènes du Territoire;

6° — aux membres indigènes de la chambre de commerce;

7° — aux indigènes décorés de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire;

8° — aux contribuables assujettis à l'impôt personnel hors catégorie et 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> catégories.

En ce qui concerne les bénéficiaires des catégories 2 à 8, les cartes délivrées ne seront valables que pour le chef de famille, une seule épouse et les enfants non mariés, issus de cette épouse, vivants complètement à la charge et sous le même toit que le chef de famille.

Toutes les cartes actuellement délivrées restent valables jusqu'au 31 décembre 1942.

ART. 2. — Les cartes de vêtements et d'articles textiles sont strictement personnelles; elles ne peuvent être ni cédées, ni prêtées, ni cumulées sous quelque prétexte que ce soit.

Quiconque aura utilisé ou tenté d'utiliser une carte de vêtements et d'articles textiles alors qu'il n'entre pas dans l'une des catégories de bénéficiaires prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera passible des sanctions mentionnées à l'article 4 ci-dessous.

Lorsqu'une même personne se trouvera intégrée dans deux ou plusieurs des catégories visées à l'article 1, elle ne pourra recevoir qu'une seule carte.

Toute infraction aux dispositions prévues au paragraphe ci-dessus entraînera le retrait temporaire ou définitif de la carte sans préjudice des poursuites judiciaires.

Toute carte perdue pour quelque cause que ce soit (sauf incendie ou naufrage) ne sera pas remplacée.

ART. 3. — Lorsque le titulaire de la carte quitte le territoire définitivement, il doit remettre à la mairie de Lomé sa carte munie des coupons non utilisés.

La Compagnie de navigation ne doit délivrer le billet de passage que sur présentation d'un certificat délivré par la mairie de Lomé attestant que l'intéressé a bien déposé sa carte à la mairie.

ART. 4. — Les infractions au présent arrêté sont passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juillet 1942.

P. SALICETI.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### PERSONNEL EUROPEEN

##### Tableau d'avancement

Par arrêté n° 392 F./Pel. du :

21 juillet 1942. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo, pour le deuxième semestre 1942 :

##### 1° — ENSEIGNEMENT

*Pour le grade d'instituteur principal hors classe (1<sup>er</sup> échelon) :*

Pallarès Martin, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe.

##### 2° — CHEMIN DE FER

*Pour le grade d'ouvrier d'art de 1<sup>re</sup> classe :*

Cantara Louis, ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe.

3<sup>o</sup> — AGRICULTURE

*Pour le grade de conducteur de 1<sup>re</sup> classe  
des travaux agricoles et forestiers :*

Horard Gustave, conducteur de 2<sup>e</sup> classe.

4<sup>o</sup> — TRAVAUX PUBLICS

*Pour le grade de géomètre en chef de 2<sup>e</sup> classe :*

Lalondrelle Georges, géomètre principal de 1<sup>re</sup> cl.

*Pour le grade de surveillant de 1<sup>re</sup> classe :*

Thierry Louis, surveillant de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de comptable de 3<sup>e</sup> classe :*

Carl Marcellin dit Brenner, comptable de 4<sup>e</sup> classe.

5<sup>o</sup> — T. S. F.

*Pour le grade de radiotélégraphiste principal  
de 1<sup>re</sup> classe :*

Gouineau Jean, commis radiotélégraphiste principal de 2<sup>e</sup> classe.

**Promotions**

Par arrêté n° 393 F./Pel. du :

21 juillet 1942. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942 dans le personnel des cadres locaux européens du Togo :

1<sup>o</sup> — ENSEIGNEMENT

*Au grade d'instituteur principal hors classe  
(1<sup>er</sup> échelon) :*

Pallarès Martin, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe.

2<sup>o</sup> — CHEMIN DE FER

*Au grade d'ouvrier d'art de 1<sup>re</sup> classe :*

Cantara Louis, ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe.

3<sup>o</sup> — TRAVAUX PUBLICS

*Au grade de surveillant de 1<sup>re</sup> classe :*

Thierry Louis, surveillant de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de comptable de 3<sup>e</sup> classe :*

Carl Marcellin dit Brenner, comptable de 4<sup>e</sup> classe.

4<sup>o</sup> — T. S. F.

*Au grade de radiotélégraphiste principal  
de 1<sup>re</sup> classe :*

Gouineau Jean, commis radiotélégraphiste principal de 2<sup>e</sup> classe.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Tableau d'avancement**

Par arrêté n° 394 F./Pel. du :

21 juillet 1942. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel indigène des cadres locaux du Togo, pour le 2<sup>e</sup> semestre 1942 :

**SANTÉ**

*Pour le grade d'aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe :*

Sand Eugène, aide-médecin de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*

Abbey Dominique, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe :*

Groh Koffi Daniel, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*

Mensah Gottfried, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*

Edjossanh Pascal, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*

Domingo Joseph, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*

Gbikpi Samuel, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 4<sup>e</sup> classe :*

Ali Alassani, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Adjamgba Marc, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Kuévidjen Pierre, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Nyavor Paul, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Kagni Bernard, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Zékpa Hermann, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Akouétey Rose, infirmière de 5<sup>e</sup> classe.

Blanck Martine, infirmière de 5<sup>e</sup> classe.

Kpodar Godfried, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Agbozo Augustin, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

**ENSEIGNEMENT**

*Pour le grade d'instituteur-ordinaire  
de 2<sup>e</sup> classe :*

Pognon Michel, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :*

Vignon Paul, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> cl. :*

Ananou David, instituteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Agbodjan Joseph, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de monitrice de 3<sup>e</sup> classe :*

Mme. Paass Berthe, monitrice de 4<sup>e</sup> classe.

**P. T. T.**

*Pour le grade de commis de 6<sup>e</sup> classe :*

Ako Augustin, commis de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 8<sup>e</sup> classe :*

Agbessi Loko Gilbert, surnuméraire.

**COMMIS D'ADMINISTRATION**

*Pour le grade de commis d'administration principal  
de 2<sup>e</sup> classe :*

Folly Michel, commis d'administration principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration  
de 7<sup>e</sup> classe :*

Amégan André, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.

**INTERPRÈTES**

*Pour le grade d'interprète principal de 3<sup>e</sup> classe :*

Chardey Francis, interprète principal de 4<sup>e</sup> classe.

**PLANTONS**

*Pour le grade de planton de 6<sup>e</sup> classe :*

Deckon Félix, planton de 7<sup>e</sup> classe.



## TRAVAUX PUBLICS

*Pour le grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*

Lassey Jacob, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

Koukpaki Julien, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de route de 4<sup>e</sup> classe :*

Atsou Alex, surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe :*

Condo-Ouro-Gafo, surveillant de route de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> cl. :*

Andréas Allen, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe.

## CHEMIN DE FER

*Pour le grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*

Agbodjan Jacob, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de receveur de 5<sup>e</sup> classe :*

Assou William, receveur de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'homme d'équipe de 2<sup>e</sup> classe :*

Otto Agboly, homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe :*

Messanvi Sossou, homme d'équipe de 4<sup>e</sup> classe.

Tékovi Tété, homme d'équipe de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'aiguilleur de 2<sup>e</sup> classe :*

Akakpo Messan, aiguilleur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe*

(sous réserve d'examen professionnel) :

Mensavi Jean, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*

Amadhou Joseph, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

Par arrêté n° 396 F./Pel. du :

21 juillet 1942. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres commun secondaire de l'enseignement et spécial des P. T. T. de l'A. O. F. pour l'année 1942 :

1<sup>o</sup> — ENSEIGNEMENT

*Pour le grade d'instituteur-adjoint (1<sup>er</sup> échelon) :*

Ayih Frédéric, instituteur auxiliaire (2<sup>e</sup> échelon).

2<sup>o</sup> — P. T. T.

*Pour le grade de commis-adjoint des P. T. T.*

(1<sup>er</sup> échelon)

Lorenzo Faustino Lejeune, commis auxiliaire (2<sup>e</sup> échelon).

## Promotions

Par arrêté n° 395 F./Pel. du :

21 juillet 1942. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942, dans le personnel indigène des cadres locaux du Togo :

## SANTÉ

*Au grade d'aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe :*

Sand Eugène, aide-médecin de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*

Abbey Dominique, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe :*

Groh Koffi Daniel, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*

Mensah Gottfried, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*

Edjossanh Pascal, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*

Domingo Joseph, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*

Gbikpi Samuel, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 4<sup>e</sup> classe :*

Ali Alassani, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Adjamgba Marc, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Kuévidjen Pierre, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Nyavor Paul, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Kagni Bernard, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Zékpa Hermann, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Akouétey Rose, infirmière de 5<sup>e</sup> classe.

Blanck Martine, infirmière de 5<sup>e</sup> classe.

Kpodar Godfried, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

Agbozo Augustin, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

## ENSEIGNEMENT

*Au grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Pognon Michel, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :*

Vignon Paul, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> cl. :*

Ananou David, instituteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Agbodjan Joseph, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de monitrice de 3<sup>e</sup> classe :*

Mme. Paass Berthe, monitrice de 4<sup>e</sup> classe.

## P. T. T.

*Au grade de commis de 6<sup>e</sup> classe :*

Ako Augustin, commis de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 8<sup>e</sup> classe :*

Agbessi Loko Gilbert, surnuméraire.

## COMMIS D'ADMINISTRATION

*Au grade de commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl. :*

Amégan André, commis d'administration de 8<sup>e</sup> cl.

## INTERPRÈTES

*Au grade d'interprète principal de 3<sup>e</sup> classe :*

Chardey Francis, interprète principal de 4<sup>e</sup> classe.

## PLANTONS

*Au grade de planton de 6<sup>e</sup> classe :*

Deckon Félix, planton de 7<sup>e</sup> classe.

## TRAVAUX PUBLICS

*Au grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*

Lassey Jacob, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

Koukpaki Julien, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.



*Au grade de surveillant de route de 4<sup>e</sup> classe :*

Atsou Alex, surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe :*

Condo-Ouro-Gafo, surveillant de route de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Andréas Allen, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe.

#### CHEMIN DE FER

*Au grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*

Agbodjan Jacob, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de receveur de 5<sup>e</sup> classe :*

Assou William, receveur de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'homme d'équipe de 2<sup>e</sup> classe :*

Otto Agboly, homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe :*

Messanvi Sossou, homme d'équipe de 4<sup>e</sup> classe.

Tèkovi Tété, homme d'équipe de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aiguilleur de 2<sup>e</sup> classe :*

Akakpo Messan, aiguilleur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*

Amadhou Joseph, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

Par arrêté n° 397 F./Pel. du :

21 juillet 1942. — Sont promus dans le personnel des cadres commun secondaire de l'enseignement et spécial des P. T. T. de l'A. O. F. :

#### 1<sup>o</sup> — ENSEIGNEMENT

*Au grade d'instituteur-adjoint (1<sup>er</sup> échelon)  
pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942 :*

Ayih Frédéric, instituteur auxiliaire (2<sup>e</sup> échelon).

#### 2<sup>o</sup> — P. T. T.

*Au grade de commis-adjoint des P. T. T.  
(1<sup>er</sup> échelon) pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942 :*

Lorenzo Faustino Lejeune, commis auxiliaire (2<sup>e</sup> échelon).

#### Suspension de fonctions

Par arrêté n° 385 F./Pel. du :

20 juillet 1942. — Sont suspendus de leurs fonctions, pour compter du 9 juillet 1942, date de leur mise sous mandat de dépôt, les gardes-frontières dont les noms suivent :

Lawson Gustave, caporal (1<sup>er</sup> échelon).

Oloukounlé Pierre, garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe.

Amoussou Mathias, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

Sotomé Stéphan, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Martin Mathias, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Assigbi Alphonse, garde-frontière stagiaire.

Pendant toute la durée de leur suspension de fonctions, les intéressés auront droit à la moitié de leur solde nette, à l'exclusion de tous accessoires.

#### Révocation

Par arrêté n° 383 F./Pel. du :

15 juillet 1942. — Le commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe Atakpamey Victor, condamné par jugement en date du 6 juillet 1942 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé, est révoqué de son emploi.

#### Agents auxiliaires

##### Nominations

Par décision n° 507 F./Pel. du :

15 juillet 1942. — Le nommé Lawson Sylvestre est engagé en qualité d'agent auxiliaire stagiaire.

Il aura droit en cette qualité à un salaire mensuel de trois cents francs (300 frs.) et aux avantages définis par le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939.

Par décision n° 519 F./Pel. du :

17 juillet 1942. — Le nommé Nkonou Justin est engagé en qualité d'infirmier auxiliaire stagiaire.

Il aura droit en cette qualité à un salaire mensuel de six cents francs (600 frs.) et aux avantages définis par le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939.

##### Démission

Par décision n° 521 F./Pel. du :

20 juillet 1942. — Est acceptée, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942, la démission de son emploi offerte pour convenance personnelle, par l'agent auxiliaire Djafalao.

##### Licenciement

Par décision n° 559 F./Pel. du :

23 juillet 1942. — L'agent auxiliaire Moreira Joseph est licencié de son emploi pour incapacité physique et convenance de service pour compter du 16 juin 1942.

M. Moreira aura droit à titre de préavis, à une indemnité équivalente à un mois de son salaire.

##### Révocations

Par décision n° 522 F./Pel. du :

20 juillet 1942. — Sont révoqués, les agents auxiliaires dont les noms suivent :

Laotem, à compter du 8 juin 1942 pour absence irrégulière,

Bakayi, à compter du 10 juin 1942 pour abandon de poste,

Ayikoué Andréas, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942 pour refus de rejoindre son nouveau poste.

Par décision n° 560 F./Pel. du :

23 juillet 1942. — L'agent auxiliaire Folly Jean est révoqué de son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> août 1942, pour incapacité et négligences graves répétées.

Par décision n° 567 F./Pel. du :

24 juillet 1942. — L'agent auxiliaire Robert Augustin est révoqué de son emploi pour compter du 30 juin 1942, pour mauvaise manière habituelle de servir.

#### Forces de Police

##### Licenciements — Radiations

Par arrêté n° 400 B. M. du :

22 juillet 1942 :

Le garde de 2<sup>e</sup> classe Nangui, Mle 1110, décédé à l'hôpital de Mango le 19 juin 1942, est rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire à compter du 20 juin 1942.

Le garde de 2<sup>e</sup> classe Kiki Danoumé, Mle 1189, condamné à 2 ans d'emprisonnement par le tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé, est rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire à compter du 26 mai 1942.

Sont licenciés pour fin de contrat et rayés des contrôles actifs des forces de police du Territoire :

*A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942 :*

Boukary II, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, Mle 402 « proposé pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 ».

Yamba, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 619.

Adam Patcha, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 973.

Adjou, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1008.

Boukoté N'Dam, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 758.

Yandé, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1153.

Gambaga, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1206.

Sossou Emile, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, Mle 935.

Tokonéou, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1203.

Boukouzi, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 999.

Djamédja, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1072 « proposé pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 ».

Azantré, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 928 « proposé pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 ».

Moussa Patcha, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 955.

Gnama, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 926.

Koffi Charles, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1242.

*Pour compter du 1<sup>er</sup> août 1942 :*

Sakary, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, Mle 632 « proposé pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 ».

Gory Konalasangué, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 954.

Zinsou, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 987.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux gradés, gardes et miliciens licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par décision n° 558 B. M. du :

22 juillet 1942. — Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la milice pour compter du 1<sup>er</sup> août 1942 :

Kritéma Yatouti, sergent-chef, Mle M/269 B. T.

Kalifa Mossi, caporal, Mle M/542 B. S.

Siko, caporal, Mle M/613 A. D.

Mobant Dam, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/624 B. T.

Arouna, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/511 B. S.

Komi Kokou, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/703 B. T.

Tibo Yandé, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/554 B. T.

Koukai I, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/231 A. C.

Koumossi, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/161 B. T.

Sando Herman, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/419 B. T.

Sékandé, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/629 A. D.

Yarafi Losso, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/485 A. T.

Moussa Sy, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/513 A. S.

Fanoucéra, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/653 A. T.

Tchafalo Tiékoura, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/557 B. T.

Salifou Agorigo, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/675 B. T.

Ali Ako, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/368 B. T.

Tchallam, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/663, A. T.

Mamadou Sago, milicien de 2<sup>e</sup> classé, Mle M/515 B. S.

## DIVERS

### Commissions

Par décision n° 509 F./Pel. du :

15 juillet 1942. — Une commission composée de :

M. Dantec, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils des colonies *Président*

M.M. Guillon, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils des colonies, *Membres*

Pauc, inspecteur de police stagiaire, *Membres*

se réunira les 17 et 18 août 1942 à 7 heures 30, à l'école primaire supérieure de Lomé, à l'effet de surveiller les épreuves du concours pour l'emploi d'inspecteur auxiliaire du cadre subalterne de la police.

La commission devra strictement se conformer aux prescriptions de l'article 11 de l'arrêté n° 158 du 11 mars 1933.

Par décision n° 518 F./Pel. du :

17 juillet 1942. — Une commission composée de :

M. Roche, administrateur des colonies, *Président*

M.M. Heudé, commissaire de police,

Sanson, administrateur des colonies,

Pallarès, instituteur principal,

Capelier, instituteur de 3<sup>e</sup> classe,

Hemery, moniteur de 4<sup>e</sup> classe d'é-

ducation physique. (*Membre uniquement pour l'épreuve d'athlétisme*), *Membres*

se réunira sur convocation de son président à l'effet de procéder à la correction des épreuves du concours pour l'emploi d'inspecteur auxiliaire du cadre subalterne de la police qui aura lieu à Lomé les 17 et 18 août 1942.

Par décision n° 563 F./Pel. du :

24 juillet 1942. — Une commission composée de :

M. Guillou, administrateur en chef des colonies *Président*

M.M. Sanson, administrateur des colonies, *Membres*

Roche, administrateur des colonies, *Membres*

se réunira dans la salle de conférences du commissariat de France pour procéder à la surveillance des candidats admis à participer au concours pour l'emploi de

commis stagiaire 1<sup>er</sup> échelon du cadre commun supérieur des services financiers de l'A. O. F. qui aura lieu à Lomé le lundi 3 août 1942.

Les épreuves du concours seront réparties en deux séances :

LE MATIN, A PARTIR DE 7 H. 30

1<sup>re</sup> épreuve. — Composition française. — Durée 3 heures.

LE SOIR, A PARTIR DE 14 H. 30

2<sup>e</sup> épreuve. — Organisation financière. — Durée 1 heure.

3<sup>e</sup> épreuve. — Comptabilité commerciale. — Durée 1 heure.

La commission de surveillance procédera, avant chaque séance à l'appel des candidats. Tout candidat qui ne répondra pas à l'appel de son nom, sauf cas de force majeure, sera exclu de l'examen.

L'ouverture du pli contenant les enveloppes qui renfermeront les sujets de composition sera faite en présence des candidats.

Les enveloppes seront ouvertes dans l'ordre des compositions qu'elles contiendront et le sujet à traiter sera immédiatement porté à la connaissance des candidats.

Il est interdit aux candidats, sous peine d'être exclus et sans préjudice des sanctions disciplinaires auxquelles ils pourraient s'exposer du même fait, d'apporter avec eux aucun document et d'avoir, pendant la durée de chaque épreuve, aucune communication soit entre eux, soit avec le dehors.

Les compositions seront faites sur un papier qui leur sera fourni. Les compositions ne devront porter ni nom, ni signature. Tout candidat qui inscrirait son nom sur sa composition ou qui signerait celle-ci, ou qui la revêtirait d'un signe quelconque, serait, par ce fait même, exclu de l'examen.

Chaque candidat inscrira en tête de ses compositions (dans le coin à gauche) une devise et un nombre de trois chiffres. Il les reproduira sur un bulletin qui portera ses nom et prénoms.

La devise et le nombre choisis resteront les mêmes pour toutes les compositions.

Les compositions placées sous enveloppes distinctes fournies par l'administration et qui en mentionneront le contenu, seront fermées par les candidats et remises aux fonctionnaires surveillants.

Le bulletin, portant la devise et le nombre, sera placé dans une enveloppe à part et remis en même temps que la première composition.

Les plis contenant chaque série de compositions seront réunis dans une même enveloppe, qui sera cachetée et scellée par les fonctionnaires surveillants qui inscriront sur cette enveloppe la nature et le lieu de l'examen.

Les plis contenant les bulletins seront placés dans une autre enveloppe portant la même inscription, avec le mot « bulletins » et qui sera également cachetée, scellée et signée par les fonctionnaires surveillants.

A la dernière séance, le président de la commission réunira en un seul paquet, scellé et visé, les enveloppes renfermant les compositions et les bulletins. Il les

adressera ensuite par la voie hiérarchique au Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française (direction du personnel) à Dakar. Cet envoi sera accompagné du procès-verbal des opérations.

Par décision n° 565 F./Pel. du :

24 juillet 1942. — Une commission composée de :

M. le médecin-colonel Pautet	<b>Président</b>
M.M. Dantec, adjoint principal de 1 <sup>re</sup> classe des services civils des colonies,	<b>Membres</b>
le médecin-commandant Lafleur,	
le pharmacien-capitaine Gallet,	

se réunira, sur la convocation de son président, à l'effet de surveiller et de corriger les épreuves du concours pour la nomination au grade d'aide-médecin et d'aide-pharmacien dans les conditions fixées par l'arrêté n° 528 du 9 septembre 1938.

#### Contraintes

Par décision n° 520 F. du :

17 juillet 1942. — M. Cantau Edgard, commis stagiaire des services civils des colonies, est nommé porteur de contraintes ad hoc dans le cercle d'Anécho.

M. Cantau devra prêter serment devant le commandant du cercle d'Anécho.

#### Frais funéraires

Par décision n° 516 F. du :

16 juillet 1942. — Est accordée au nommé Nagbla Ayanou, cultivateur domicilié à Bè-Agondo, la somme de Quatre cents francs (400 frs.) au titre de remboursement des frais funéraires qu'il a supportés à l'occasion du décès de son enfant Gabriel Woekpo survenu à Bè le 4 mai 1942.

Par décision n° 554 F. du :

22 juillet 1942. — Est accordée au nommé Anoumou Noukounon domicilié à Lomé, la somme de Cinq cents francs (500 frs.) au titre de remboursement des frais funéraires supportés par lui à l'occasion du décès de son neveu Messangan Célestin, agent auxiliaire, survenu à Grand-Popo le 12 décembre 1941.

#### Indemnités de transport

Par décision n° 515 F. du :

15 juillet 1942. — Les agents indigènes désignés ci-après sont autorisés pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942, à utiliser durant l'année 1942, leurs bicyclettes pour les besoins du service. A cet effet ils percevront une indemnité de transport de 25 francs par mois payable trimestriellement.

Salou Boulala, brigadier-chef.  
Ousman Taraoré, garde de cercle.  
Korignon, garde de cercle.  
Adjéora Takpa, garde de cercle.  
Ayitognon, garde de cercle.  
Sodovo Gaston, garde de cercle.  
Djéhométo, garde de cercle.

Laguidi, garde de cercle.  
 Ahitoki, garde de cercle.  
 Mahinou, garde de cercle.  
 Toussaint Ayi, planton auxiliaire.  
 Abalo Messanvi, brigadier-planton.  
 Dossou Sossou, planton de 4<sup>e</sup> classe.  
 Akovi Laurent, planton auxiliaire.  
 Antoine Lassey, surveillant des P. T. T.  
 Adegnika François, facteur des P. T. T.  
 Augustin Adoléhoumé, surveillant de routes.  
 Atihoun Célestin, moniteur d'agriculture.  
 Gnassounou Louis, moniteur d'agriculture.  
 Ahjee Joseph, moniteur d'agriculture.  
 Tossou Michel, moniteur d'agriculture.  
 Dogbé Gottlieb, moniteur d'agriculture.  
 Samson Anatole, moniteur d'agriculture.  
 Akakpo Léonard, moniteur d'agriculture.  
 Napporn Théophile, moniteur d'agriculture.  
 Bossou Joseph, planton de 5<sup>e</sup> classe.  
 Lawson Pierre, infirmier.  
 Aquéréburu Benjamin, infirmier.  
 Moutin Henri, infirmier.  
 Laurent Kouévi, infirmier.  
 Massougbdji Bernard, infirmier.  
 Kiossou Albert, garde d'hygiène.  
 Atayi Salomon, instituteur principal de l'A. O. F.  
 Jérôme Ahamadah, interprète principal.  
 Gagli Kodjo, médecin auxiliaire.  
 Edjossanh Pierre, infirmier.  
 Kuévidjen Pierre, infirmier.  
 Anani Emmanuel, infirmier.  
 de Souza F. Edmond, infirmier.  
 Kao Kpatcha, infirmier.  
 Robert Assi, infirmier.  
 Domdi Martin, infirmier.  
 de Souza Paul, infirmier.  
 Béchénoum Kambré, infirmier.  
 Ganin Assanté, microscopiste.  
 Andjao René, microscopiste.  
 Kondouu Gado, microscopiste.  
 Ali Koutoumé, microscopiste.  
 Bao Benoît, microscopiste.  
 Boukari Alidou, microscopiste.  
 Thom Robert, microscopiste.  
 Assi Gabriel, microscopiste.  
 Kamina Louis, microscopiste.  
 Kankélina Loukoumé, microscopiste.  
 Kpakpabia Anissa, microscopiste.  
 Kounté Djandjagnango, microscopiste.  
 Kondo Robert, microscopiste.  
 Djobo Assoumanou, microscopiste.  
 Niongbo Tchoro, microscopiste.  
 Amadou Maman, microscopiste.  
 Béao Atchabo, infirmier.  
 Mahama Langoï, infirmier.  
 Banna Amadou, infirmier.  
 Agamah Godfroy, infirmier.  
 Lawson Hellen, infirmier.  
 Bucknor Gabriel, infirmier.

Abaya René, infirmier.  
 Akovi Adjété, infirmier.  
 Sambiani Koukadja, infirmier.

#### Internement administratif

Par arrêté n° 380 A. P. A. du :

11 juillet 1942. — Les nommés :

Kodjo Téko, âgé de 30 ans environ, né à Noépé, fils de Téko et de Adoko, cultivateur;  
 Adouakonou Bruno, âgé de 27 ans environ, né à Noépé, fils de Adouakonou et de Sossi, cultivateur, sont internés administrativement pendant la durée des hostilités.

#### Service de Santé

##### Concours

Par décision n° 564 F./Pel. du :

24 juillet 1942. — Un concours pour la nomination au grade d'aide-médecin et aide-pharmacien s'ouvrira à Lomé le 1<sup>er</sup> septembre 1942, dans les conditions et suivant le programme et les épreuves fixés par arrêté n° 528 du 9 septembre 1938.

Le nombre des places mises au concours pour l'année 1942 est fixé à trois pour les aides-médecins et deux pour les aides-pharmaciens.

#### Surveillance des prix

Séance du 8 Juillet 1942

##### S. C. O. A.

	Frs.
Vinaigre de vin, — Le litre nu . . . . .	14,—
Vinaigre de vin bouteille de ol.75 — La bouteille . . . . .	9.75
Fil à coudre " Diana " — La fusette . . . . .	13.25
Enveloppe vélo 700 standard — La pièce . . . . .	55.30
Fil à pêche — Le kilo . . . . .	202.—
Encaustique — La boîte de 1 kilo . . . . .	45.65

##### R. EYCHENNE

Pneus 30 x 5 — La pièce . . . . .	3.591,25
Pneus 600 x 17 — La pièce . . . . .	1.999,25
Pneus 700 x 20 — La pièce . . . . .	4.309,65
Pneus 750 x 20 — La pièce . . . . .	5.437,50
Chambre à air 32 x 6 — La pièce . . . . .	410,15
Chambre à air 30 x 5 — La pièce . . . . .	294,25
Chambre à air 550 x 17 — La pièce . . . . .	246,40
Chambre à air 700 x 20 — La pièce . . . . .	341,95
Chambre à air 750 x 20 — La pièce . . . . .	341,90

##### FOUAD K. JAZZAR

Aspirine — Le tube . . . . .	4,40
------------------------------	------

Séance du 13 Juillet 1942

##### U. A. C.

Vermouth Torino — Le litre . . . . .	50,—
Muscat — Le litre . . . . .	45,10
Cap Corse — Le litre . . . . .	51,20
Indienne — Le mètre . . . . .	22,95
Aspirine — Le tube . . . . .	4,75
Urodonal — Le flacon . . . . .	37,15
Saint Raphaël — La bouteille . . . . .	44,45

<i>Vélos « Hermès » — La pièce</i>	2.002,65
<i>Pulmoserum — Le flacon</i>	25,85
<i>Forxol — Le flacon</i>	25,85
<i>Céphalosé — La boîte</i>	137,15
<i>Babyfoux — Le flacon</i>	30,40
<i>Dragées nerges — Le flacon</i>	11,50
<i>Ocre rouge — Le kilo</i>	2,95
<i>Ocre noire — Le kilo</i>	5,60
<i>Ocre verte — Le kilo</i>	8,10
<i>Ocre bleue — Le kilo</i>	10,05
<i>Elixir Guillié — Le flacon</i>	26,—
<i>Cognac HENNESSY 3 Etoiles — La bouteille</i>	93,—
<i>Byrrh — La bouteille</i>	41,95
<i>Cigarettes « Job » — Le paquet</i>	2,90
<i>Cigarettes « Job » — La cartouche</i>	71,50
<i>Cigarettes « Job » — La caisse</i>	2.860,—

**R. EYCHENNE**

<i>Champagne V<sup>o</sup> Clicquot — La bouteille</i>	120,60
<i>Casques — La pièce</i>	88,35
<i>Pneus Vélos — La pièce</i>	61,75
<i>Chambres à air Vélos — La pièce</i>	26,95
<i>Quintessence de Rose « G. M. » — La douzaine</i>	36,—
<i>Quintessence de Rose « P. M. » — La douzaine</i>	22,90
<i>Cigarettes « Nationales » — La cartouche</i>	67,70
<i>Cigarettes « Nationales » — La caisse</i>	2.709,10
<i>Parfum Nagir « G. M. » — La douzaine</i>	90,10
<i>Parfum Nagir « P. M. » — La douzaine</i>	30,85

**G. B. O.**

<i>Vermouth « Noilly Prat » — La bouteille</i>	62,95
<i>Vermouth « Noilly Prat » — La caisse</i>	755,40

**A. M. NASSAR**

<i>Cigarettes « Nationales » — La cartouche</i>	77,65
---	-------

**WILLIAM CONSTANTIN**

<i>Cigarettes « Nationales » — La cartouche</i>	77,65
---	-------

Séance du 13 Juillet 1942

**Cie F. A. O.**

<i>Vin rouge 12° — Le litre</i>	12,50
<i>Sucre cristallisé — Le kilo</i>	13,20
<i>Bicyclettes G. H. L. — La pièce</i>	2.676,60
<i>Bicyclettes Hiron 99.105(sans pneus) La pièce</i>	2.250,—
<i>Bicyclettes Hiron 99.051(sans pneus) La pièce</i>	2.023,—
<i>Cigarettes Bastos — La caisse</i>	4.063,—
<i>Cigarettes Bastos — Le paquet</i>	8,15
<i>Cigarettes « Nation. Monogram. » — La caisse</i>	2.760,—
<i>Cigarettes « Nation. ordinaires » — La caisse</i>	2.760,—
<i>Tabac « Job » — Le paquet</i>	5,55
<i>Cigarettes « Job » — La caisse</i>	2.795,—
<i>Pippermint vert Get — La caisse</i>	900,—
<i>Tôles galvan. 90 × 2250 × 6/10 — La pièce</i>	161,—
<i>Vin blanc et rouge « Bordeaux » — Le litre</i>	93,50
<i>Cognac fine Champagne — La bouteille</i>	182,75
<i>Saint Raphaël — La caisse</i>	504,—
<i>Cigarettes « Manola » — La caisse</i>	2.830,—
<i>Selles pour vélos — La pièce</i>	152,—
<i>Quinquina Dubonnet — La caisse</i>	646,—
<i>Vermouth Déjean — La caisse</i>	566,—

**S. C. O. A.**

<i>Chocolat Menier tab. de 250 gr. — La tablette</i>	10,05
<i>Chocolat Menier tab. de 125 gr. — La tablette</i>	5,—
<i>Laine à tricoter — La pelote</i>	16,70
<i>Dattes alimentaires de 250 gr. — Le paquet</i>	7,95

**S. G. G. G.**

<i>Ocre verte — Le Kilo</i>	7,70
<i>Enveloppes vélo 700 standard — La pièce</i>	54,40
<i>Chambres à air vélo 700 std. — La pièce</i>	21,—
<i>Remorques pour vélo — La pièce</i>	1.910,50
<i>Byrrh — La bouteille</i>	42,25
<i>Saint Raphaël Quinquina — La bouteille</i>	44,—
<i>Lames de rasoir « Gill » — La pièce</i>	9,30
<i>Pâtes dentifrice « G. M. N° 63 » — La pièce</i>	10,30
<i>Pâtes dentifrice « P. M. N° 64 » — La pièce</i>	7,75
<i>Savon dentifrice N° 66 — La boîte</i>	9,10
<i>Savon dentifrice nu P. M. N° 65 — La pièce</i>	6,85
<i>Savon dentifrice G. M. N° 62 — La pièce</i>	9,55
<i>Savon dentifrice N° 68 — La boîte</i>	13,95
<i>Hémo-Stick N° 85 — La pièce</i>	9,05
<i>Brosses à dent « Standard » — La pièce</i>	8,—
<i>Salambo — La bouteille</i>	59,15
<i>Lotion fleur marine — Le flacon</i>	38,35
<i>Lotion « Lydia » — Le flacon</i>	40,10
<i>Lotion « Rêve de Lina » — Le flacon</i>	41,50
<i>Lotion « Sourire de Lina » — Le flacon</i>	38,45
<i>Lotion « Chypre suave » — Le flacon</i>	42,05
<i>Eau de Cologne « Aquila » — Le flacon</i>	52,10
<i>Eau de « Libsetitia » G. M. — Le flacon</i>	54,55
<i>Eau de Cologne « Losetitia » — Le flacon</i>	13,05
<i>Eau de quinine — Le flacon</i>	34,80
<i>Cigarettes « Nationales » — La caisse</i>	2.762,55
<i>Tabac « Nationales » — Le paquet</i>	4,40
<i>Cigarettes « Monogrammes » — La cartouche</i>	74,70
<i>Cigarettes « Monogrammes » — Le paquet</i>	3,—
<i>Dissolution gros tubes — Le Tube</i>	5,45
<i>Dissolution moyen tube — Le Tube</i>	3,40
<i>Dissolution petit tube — Le Tube</i>	2,50
<i>Nécessaires « Thymus » — La pièce</i>	21,50
<i>Nécessaires « Thyre » — La pièce</i>	7,55
<i>Nécessaires en boîte — La boîte</i>	17,60

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****Groupeement de la production minière**

M. Anduze Feris est nommé délégué général permanent du groupement de la production minière en remplacement de M. Platz, démissionnaire.

**Annonce**

A vendre Frigidaire marque « FRIGELUX » marchant au pétrole, modèle récent, très bon état. Faire offre à la Société Commerciale de l'Ouest Africain Lomé.

## AVIS

## Vente aux enchères publiques

En conformité de l'ordonnance N° 56 du 23 Juillet 1942 de M. le Président du Tribunal de première instance de Lomé (Togo), il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur à Lomé dans les magasins de la Société **Deutsche Togo Gesellschaft (D. T. G.)** le lundi 10 Août 1942 à huit heures du matin et jours suivants s'il y a lieu, les articles mentionnés dans le tableau ci-après :

ARTICLE	QUANTITÉ	MISE A PRIX DE L'UNITÉ	UNITÉ
1 Pièce de tussor « Manon »	17 yards	20,—	yard
17 Pinceaux n° 2 A	17 pinceaux	5,—	pinceau
32 Pinceaux n° 6 A	32 —	8,—	—
1 Pinceau n° 10	1 —	30,—	—
3 Pinceaux n° 4	3 —	10,—	—
16 Pinceaux n° 12	16 —	35,—	—
6 Petits pinceaux n° 8-10	6 —	4,—	—
11 Pinceaux avec bouchons	11 —	1,—	—
1 Pinceau plat n° 11½	1 —	8,—	—
5 Pinceaux ronds n° 6	5 —	5,—	—
3 Pinceaux ronds n° 4	3 —	3,—	—
30 Pinceaux ronds n° 4 A	30 —	5,—	—
6 Pinceaux ronds n° 217/9	6 —	8,—	—
29 Broses à badigeon	29 broses	15,—	brosse
1 Lot de vis comprenant :			
15 Paquets vis 17×24	15 paquets	5,—	paquet
2 Paquets vis 20×30	2 —	7,—	—
1 Paquet vis 17×27	1 —	5,—	—
1 Paquet vis 24×17	1 —	5,—	—
6 Paquets vis 17×27	6 —	5,—	—
2 Paquets vis 20×27	2 —	5,—	—
4 Paquets vis 27×17	4 —	5,—	—
3 Paquets vis 17×35	3 —	7,—	—
1 Paquet vis 50×30	1 —	9,—	—
1 Paquet vis 25×27	1 —	7,—	—
2 Broses métalliques 5 rangées	2 broses	15,—	broses
4 Broses métalliques 3 rangées	4 —	12,—	—
4 Tondeuses n° Gryfy	4 tondeuses	30,—	Tondeuse
9 Fusils de boucher	9 fusils	20,—	fusil boucher
5 Fusils de boucher	5 —	30,—	—
1 Fusil de boucher	1 —	15,—	—
1 Boîte filière complète	1 boîtes	1.000,—	boîte filière
1 Boîte filière complète	1 —	600,—	—
12 Petites burettes en métal blanc	12 p. burettes	5,—	burette
4 Verres à vitres	4 verres	20,—	verre à vitre
2 Verres à vitres	2 —	30,—	—
9 Verres à vitres	9 —	15,—	—
24 Paires chaussures cuir	24 p. chaussure	250,—	chaussure
1625 Ampoules électriques	1.625 ampoules	2,—	ampoule
1997 Ampoules électriques	1.997 —	2,—	—
550 Ampoules électriques	550 —	2,—	—
1400 Ampoules électriques	1.400 —	2,—	—
994 Ampoules électriques	994 —	2,—	—
500 Ampoules électriques	500 —	2,—	—
1900 Ampoules électriques	1.900 —	2,—	—
900 Ampoules électriques	900 —	2,—	—
10 Lampes électrique « Sucher »	10 lampes	20,—	lampe
6 Filières en boîte n° 302	6 filières	700,—	boîte filière
3 Réveils	3 réveils	60,—	réveil
1 Montre radium	1 montre	100,—	montre
1 Montre (mauvais état)	1 montre	40,—	montre
2 Montres Renzlé radium	2 —	125,—	—



ARTICLE	QUANTITÉ	MISE A PRIX DE L'UNITÉ	UNITÉ
1 Montre	1 montre	40,—	montre
3 Couronnes mortuaires	3 couronnes	75,—	couronne
7 Paires chaussures	7 p. chaussure	250,—	paire
48 Paires chaussures japonaises	48 paires	40,—	paire
44 Paires chaussures cuir	44 —	100,—	—
14 Ceintures n° 1	14 ceinture	15,—	ceinture
36 Ceintures n° V	36 —	25,—	—
1 Montre pendentif	1 montre	80,—	montre pendentif
1 Montre avec étui	1 —	100,—	montre
7 Montres bracelets	7 —	100,—	—
3 Montres bracelets	3 —	100,—	—
3 Montres bracelets	3 —	100,—	—
7 Montres bracelets	7 —	100,—	—
11 Réveils	11 réveils	60,—	réveil
2 Réveils	2 —	60,—	—
5 Réveils	5 —	60,—	—
1 Réveil	1 —	60,—	—
1 Réveil	1 —	60,—	—
1 Lot = 38 boîtes d'épingles	lot épingles	3,—	boîte épingles
135 Lot = 38 boîtes de punaises	—	2,—	—
135 Lot = 38 boîtes de trombons	—	2,—	—
7 Balais souples	7 balais	30,—	balais
8 Ressorts pour phono	8 ressorts	40,—	ressort
7 Ressorts pour pendule	7 ressorts	20,—	—
4 Ressorts pour pendule	4 —	20,—	—
12 Gourdes sans ceinture	12 gourdes	45,—	gourde
21 Gourdes sans ceinture	21 —	40,—	—
16 Gourdes sans ceinture	16 —	35,—	—
9 Gourdes avec ceinture	9 —	45,—	ceinture
5 Gourdes avec ceinture	5 —	50,—	—
2 Plateaux à dessus de verre	2 plateaux	200,—	plateau
3 Plateaux à dessus de verre	3 —	90,—	—
13 Brosses à dents « Majestie »	13 brosses	6,—	brosse
10 Brosses à dents « Majestie »	10 —	20,—	—
28 Brosses à dents « Majestie »	28 —	5,—	—
1 Brosse à dents « Majestie »	1 —	8,—	—
1 Brosse à dents « Majestie »	1 —	8,—	—
6 Brosses à dents « Majestie »	6 —	8,—	—
8 Brosses à dents « Majestie »	8 —	8,—	—
1 Brosse à dents « Majestie »	1 —	8,—	—
23 Brosses à dents « Majestie »	23 —	5,—	—
9 Brosses à dents « Majestie »	9 —	8,—	—
6 Couronnes mortuaires	6 couronnes	75,—	couronne
1 Machine à écrire « Adler »	1 machine	1.000,—	machine
1 Machine « Continental »	1 —	1.500,—	—
1 Machine « Orga Privat »	1 —	500,—	—
1 Fourneau de cuisine	1 fourneau	1.700,—	fourneau
1 Fourneau de cuisine	1 —	1.500,—	—
2 Pneumatiques géants pour camion	2 pneumatiques	3.000,—	pneumatique
93 Selles pour bicyclette	93 selles	200,—	selle
25 Selles pour bicyclette	25 —	150,—	—
2 Selles pour bicyclette	2 —	200,—	—
9 Lampes électriques pour bicyclette	9 lampes	25,—	lampe
4 Lampes électriques pour bicyclette	4 —	30,—	—
2 Lampes électriques pour bicyclette	2 —	120,—	—
7 Lampes pour bicyclette	7 —	25,—	—
5 Lampes pour bicyclette	5 —	65,—	—
189 Lampes à pétrole pour bicyclette	189 —	25,—	—
24 Flacons Mitigal lotion 75 grammes	24 flacons	5,—	flacon

Les marchandises mentionnées seront vendues en leur état dûment constaté par les acquéreurs et seront payées comptant avant leur enlèvement.

Les enchères ne devront pas être inférieures à 2 francs au-dessous de 25 francs et 10 francs au-dessus de 25 francs.

Lomé, le 23 Juillet 1942.

Le Commissaire priseur.

LOUIS GAËTAN.